

**Note de service n° 81-146 et n° I/81-U-1016 du 1<sup>er</sup> avril 1981**

(Education, Universités : Administration générale et personnels administratifs : pensions)

Texte adressé aux recteurs et aux inspecteurs d'académie.

*Validation pour la retraite de certains services d'enseignement accomplis hors de France (application du décret n° 65-772 du 7 septembre 1965).*

La présente note de service a pour objet de rappeler les textes autorisant la validation pour la retraite des services d'enseignement accomplis à l'étranger avant titularisation et d'indiquer les modalités de validation de ces services, dans la mesure où elles diffèrent des dispositions générales applicables en matière de validation de services telles qu'elles ont été précisées dans mes circulaires n° 73-069 du 5 février 1973, n° 76-435 et n° 76-U-150 du 6 décembre 1976.

En effet, il est apparu, tant au niveau de la constitution des dossiers que de leur transmission, qu'une information particulière était nécessaire afin d'éviter les retards causés par l'acheminement de nombreux dossiers incomplets ou constitués inutilement.

**I. APPLICATION DU DÉCRET N° 65-772 DU 7 SEPTEMBRE 1965**

Il est rappelé que, sous certaines conditions, la validation pour la retraite des services d'enseignement ou d'assistant accomplis à l'étranger, avant titularisation des fonctionnaires, est autorisée par le décret n° 65-772 du 7 septembre 1965 complété par l'arrêté du 7 septembre 1965 et par l'arrêté du 19 avril 1971 (JO du 11 mai 1971). Par ailleurs, les dispositions de la circulaire n° V 67-383 du 15 septembre 1967 qui a précisé les modalités d'application du décret du 7 septembre 1965 restent valables.

**CONDITIONS DE VALIDATION POUR LA RETRAITE DE CES SERVICES**

La validation pour la retraite de tels services est accordée dans des conditions strictes :

a) De durée :

Cinq ans pour les services accomplis dans l'enseignement secondaire, élémentaire et technique, et pour les services de lecteurs ;

Deux ans pour ceux accomplis en qualité d'assistant ;

Dix ans pour ceux accomplis dans l'enseignement supérieur.

b) D'horaire :

Un certain nombre d'heures d'enseignement doit avoir été effectué par semaine : dix-huit heures pour « les enseignements du niveau de l'enseignement élémentaire et des collèges d'enseignement général », quatorze heures pour l'enseignement secondaire, douze heures pour les services d'assistant, douze heures dont six d'enseignement magistral pour les services de lecteurs, trois heures pour l'enseignement du niveau de l'enseignement supérieur.

c) De diplômes :

Les diplômes possédés avant l'accomplissement de ces services doivent correspondre au niveau de l'enseignement dispensé.

**LA COMPOSITION DU DOSSIER ET LA PROCÉDURE APPLICABLE SONT PRÉCISÉES CI-APRÈS**

**1° COMPOSITION DU DOSSIER**

a) *Demande* : l'imprimé spécial de demande de validation doit être utilisé de préférence ; cependant une simple lettre est suffisante si la validation pour la retraite y est expressément demandée, mais dans ce cas toutes les indications que comporte l'imprimé devront être fournies.

b) *Arrêté de première titularisation* ou d'intégration, quel que soit le cadre dans lequel celle-ci est intervenue, avec mention de la date de notification de l'arrêté.

c) Photocopie des *titres de capacité* pour l'enseignement, obtenus *avant* le début des services dont la validation est demandée.

d) *Attestation* relative aux services dont la validation est demandée. Ce document, à réclamer par les intéressés eux-mêmes auprès des établissements où l'enseignement a été donné, doit, pour être valable :

Porter la signature et le cachet du chef de l'établissement ;

Indiquer les disciplines enseignées, la durée (avec date de début et de fin) des services rémunérés et - dans tous les cas - le nombre d'heures d'enseignement effectué par semaine.

e) *Etat des services* effectués jusqu'au jour de la demande, en France et hors de France, établi par le service gestionnaire ou, à défaut, relevé des services établi par l'intéressé sur papier libre et visé par son supérieur hiérarchique actuel.

Dans tous les cas cet état sera établi par les recteurs ou inspecteurs d'académie pour les personnels à gestion déconcentrée.

f) Formule d'accusé de réception qui doit être complétée partiellement par le demandeur.

g) S'il y a lieu : copie du décret de naturalisation ou certificat de nationalité.

h) Le cas échéant, arrêté plaçant en congé pour études les élèves-professeurs autorisés à interrompre leur scolarité pour exercer en qualité d'assistant à l'étranger.

## **2° PROCÉDURE**

### **A) Envoi du dossier**

#### **a) Fonctionnaires en activité :**

Le fonctionnaire sollicitant la validation pour la retraite de services d'enseignement ou d'assistant accomplis à l'étranger avant titularisation ne doit en aucune manière adresser cette demande directement à la sous-direction des pensions, mais la remettre à son chef de service ou d'établissement actuel. Celui-ci doit immédiatement apposer le timbre à date et son cachet sur la demande et la viser, puis transmettre le dossier, lorsqu'il sera complet, *par la voie hiérarchique*, au bureau des retenues et cotisations pour la retraite (ministère de l'Education, direction de l'Administration générale et des personnels administratifs, sous-direction des pensions, BP 228, 44505 La Baule Cedex).

Il est demandé aux recteurs et inspecteurs d'académie de ne transmettre que les dossiers complets, tant en ce qui concerne les divers documents à fournir que les indications devant obligatoirement y figurer.

#### **b) Fonctionnaires détachés à l'étranger :**

Tout fonctionnaire exerçant à l'étranger au moment où il constitue son dossier de validation pour la retraite de services d'enseignement ou d'assistant est invité à adresser son dossier, dans toute la mesure du possible sous couvert du service culturel ou de coopération, au bureau des retenues et cotisations pour la retraite (ministère de l'Education - direction de l'Administration générale et des personnels administratifs, sous-direction des pensions, BP 228, 44505 La Baule Cedex).

La sous-direction des pensions retournera tout dossier incomplet, y compris la demande de validation sur laquelle seront notifiés par ses soins la date de réception et le rappel des documents qui devront être fournis ou complétés.

En tout état de cause, il appartiendra au fonctionnaire auquel un dossier incomplet aura été retourné de le compléter et de l'adresser dans les meilleurs délais, accompagné de la demande de validation initiale portant la date de la première réception.

### **B) Décision de recevabilité**

La décision de recevabilité de demande de validation de services d'enseignement ou d'assistant accomplis à l'étranger avant titularisation est prise, après avis de la commission paritaire nationale compétente et accord du ministre du Budget, par le ministre de l'Education ou des Universités (bureau des retenues et cotisations pour la retraite), aussi bien pour les personnels à gestion nationale que pour les personnels dont la gestion est assurée par les recteurs ou les inspecteurs d'académie.

### **C) Exécution de la décision de recevabilité**

#### **a) Fonctionnaires en activité :**

Dès réception de l'autorisation ministérielle donnée par le bureau des retenues et cotisations pour la retraite de la sous-direction des pensions, il appartiendra au service liquidateur du traitement d'engager la procédure comptable pour le calcul et le recouvrement des retenues rétroactives pour pension civile qui sont dues. Cette procédure comptable est identique à celle utilisée habituellement pour la validation pour la retraite de services de non-titulaires, en application de l'article L 5 du Code des pensions.

Il est précisé toutefois que les personnels qui ont été rémunérés en totalité par les établissements étrangers (notamment les assistants) n'ont cotisé ni à l'IRCANTEC ni à la Sécurité sociale « risque vieillesse ».

Dans ce cas, le montant des versements rétroactifs sera donc égal à la retenue légale de 6 % - sans aucune déduction - sur le traitement brut rattaché à l'emploi du grade, classe et échelon détenus, soit à la date de titularisation (art. R 7, ' 4, du Code des pensions), soit à la date de la demande (art. R 7, ' 5, du Code des pensions).

b) *Fonctionnaires en service détaché :*

Il appartient au bureau des retenues et cotisations pour la retraite de la sous-direction des pensions d'engager la procédure comptable pour le calcul et le recouvrement des retenues rétroactives pour pension civile qui sont dues.

## **II. AUTRES CAS DE VALIDATION POUR LA RETRAITE DES SERVICES ACCOMPLIS A L'ÉTRANGER AVANT TITULARISATION**

Il est précisé que le décret n° 65-772 du 7 septembre 1965 ne concerne pas les services accomplis avant titularisation à l'étranger dans le cadre de la coopération culturelle scientifique et technique ou auprès de certains établissements et organismes de diffusion culturelle ou d'enseignement dépendant du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Coopération, et qui peuvent être validés en application des textes suivants :

A) Arrêté du 4 avril 1966 qui autorise la validation pour la retraite des services accomplis en Algérie par les agents recrutés avec l'accord du gouvernement français et selon les dispositions du protocole publié par le décret n° 62-1020 du 29 août 1962.

Dans ce cas, la même procédure que celle adoptée pour la validation de services auxiliaires accomplis en France doit être appliquée. La décision de recevabilité est prise, en ce qui concerne les personnels à gestion déconcentrée, par le recteur ou l'inspecteur d'académie qui doit demander l'accord de l'ambassade de France en Algérie.

B) Arrêtés interministériels des 27 février 1973 et 8 mai 1973 qui permettent la validation au titre de l'article L 5 du Code des pensions civiles, pour les personnels recrutés par le ministère des Affaires étrangères, des services de non-titulaires effectués auprès des administrations marocaine et tunisienne postérieurement à l'indépendance de ces pays.

Arrêté interministériel du 27 novembre 1974 ( JO des 9 et 10 décembre 1974) qui permet la validation des services de non-titulaires accomplis à temps complet auprès d'un Etat étranger dans le cadre de la coopération culturelle, scientifique et technique avec cet Etat et répondant à la définition prévue par la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972.

Arrêtés du 9 juillet 1980 qui permettent la validation pour la retraite des services de non-titulaires accomplis à temps complet :

a) Auprès de l'office universitaire et culturel français en Algérie ;

b) Dans les établissements et organismes de diffusion culturelle ou d'enseignement dépendant du ministère des Affaires étrangères figurant sur la liste mentionnée à l'article premier du décret n° 76-832 du 24 août 1976 (liste publiée dans l'arrêté du 7 janvier 1977, JO du 16 février 1977, et dans l'arrêté du 8 décembre 1978, JO du 23 décembre 1978, du ministère des Affaires étrangères).

Pour ces cas, il y a lieu d'appliquer la même procédure que celle suivie pour la validation des services auxiliaires accomplis en France, hormis le fait que la décision de recevabilité doit être prise par le ministre de l'Education ou des Universités (bureau des retenues et cotisations pour la retraite) même lorsqu'il s'agit de personnels à gestion déconcentrée.

(BO n° 17 du 30 avril 1981.)

**SIGNALE :** Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).